

Recherches sociographiques



Chad GAFFIELD, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne, éducation, culture, économie ;* Cornelius J. JAENEN (dir.), *Les francos-Ontariens*

Françoise Boudreau

Volume 36, Number 2, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056971ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056971ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Boudreau, F. (1995). Review of [Chad GAFFIELD, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne, éducation, culture, économie ;* Cornelius J. JAENEN (dir.), *Les francos-Ontariens*]. *Recherches sociographiques*, 36(2), 381–385.
<https://doi.org/10.7202/056971ar>

plus de Juifs! (ce qui devrait, pour le moins, susciter davantage de questionnements...). Une perspective duelle, qui distingue les frontières internes et externes des rapports ethniques tout en reconnaissant leurs relations dynamiques, aurait sans doute permis à madame Fontaine d'éviter de sombrer dans la caricature qu'elle nous présente ici.

En effet, dans cet ouvrage, l'Autre qui, pour des motifs divers — le plus souvent indépendants de la culture, ne soyons pas naïfs! — revendique sa différence est le grand absent. Situation ethnocentrique et paradoxale, s'il en est, dans un ouvrage qui veut lutter contre l'exclusion et de la part d'un auteur dont les intentions généreuses ne peuvent être mises en doute, mais toutefois caractéristique des approches réductionnistes en matière de production de l'ethnicité. Tout se passe, en effet, comme si les politiques et pratiques étatiques, qu'elles soient québécoises ou canadiennes, avaient été et étaient encore élaborées dans un vacuum social auquel les groupes de pression et usagers eux-mêmes, par le biais des médias ou de leurs contacts avec les politiciens, les fonctionnaires ou les institutions, n'avaient aucun accès. Dans le cas d'un ministère dont la principale critique qui lui ait été adressée depuis vingt ans est son clientélisme et sa difficulté à élaborer des processus garantissant l'indépendance des décisions administratives face aux aléas à court terme de l'opinion publique ou aux pressions de groupes spécifiques, une telle vision d'un fonctionnement schizo-phrénique suscite, pour le moins, des réserves.

Cette interrelation étroite *de facto* entre le MAICC, comme c'était d'ailleurs également le cas pour l'ancien ministère du Multiculturalisme fédéral, et sa clientèle n'aurait aucunement, bien au contraire, délégitimé l'intérêt d'analyses fines sur la manière dont les bureaucraties sont susceptibles de redéfinir les pressions, intérêts et besoins de leur clientèle pour en faire des éléments d'un développement organisationnel qui devient sa propre fin, ni, surtout, une exploration des dynamiques conflictuelles de négociations avec les groupes par lesquelles l'État, par ses politiques et programmes, transforme la donne « ethnique », structure le leadership et les priorités à l'intérieur des communautés et légitime ou délégitime diverses rhétoriques relatives aux relations ethniques dans la société. Ce n'est malheureusement pas ce que nous permet de saisir le livre de madame Fontaine, qui reflète davantage une paranoïa anti-étatique que le travail rigoureux, nuancé et ironique qui devrait être celui de l'intellectuel qui se sait, lui aussi, dans la Cité.

Marie McANDREW

*Département d'études en éducation et d'administration de l'éducation,
Université de Montréal.*

Chad GAFFIELD, *Aux origines de l'identité franco-ontarienne, éducation, culture, économie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, 284 p.

Cornelius J. JAENEN (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, 443 p.

Voici deux ouvrages historiques rigoureux et fort intéressants dont le sujet et le questionnement se rejoignent de façon tout à fait complémentaire. Tous deux nous offrent,

à leur façon, un retour aux premières traces de la présence française dans le «pays d'en haut» et tentent, tout en reconstruisant certains filons de l'histoire des Franco-Ontariens, d'y déceler les sources et le processus d'émergence de cette «identité» ou «personnalité distincte» franco-ontarienne.

L'ouvrage de Chad Gaffield, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa et détenteur d'un Certificat de mérite en histoire régionale de la Société historique du Canada et récipiendaire du prix Riddell de la Société historique de l'Ontario, est une traduction de *Language, Schooling, and Cultural Conflict* publié par McGill-Queen's University Press en 1987. En traduction française, ce livre est publié dans la collection «Amérique française» des Presses de l'Université d'Ottawa, qui regroupe des ouvrages portant sur le fait français en Amérique, en particulier à l'extérieur du Québec. Ce livre se concentre sur une des questions les plus litigieuses de l'histoire de la francophonie hors Québec, celle de l'enseignement, et ce plus précisément dans le comté de Prescott, au centre de la controverse sur la langue d'enseignement en Ontario vers la fin du XIX^e siècle.

Les Franco-Ontariens est, pour sa part, un recueil de textes publié sous la direction de Cornelius J. Jaenen, professeur émérite du département d'histoire à Ottawa et membre de la Société royale du Canada. Ce recueil fait partie d'une série appelée (sans traduction) *The Ontario Historical Studies Series*, dont le but est de décrire et d'analyser le développement de l'Ontario en tant que région distincte à l'intérieur du Canada. *Les Franco-Ontariens* est la onzième étude thématique d'une série qui, une fois achevée, comprendra trente et un volumes englobant plusieurs aspects de la vie et du travail de la province depuis sa fondation en 1791.

Nous trouvons, ici, deux livres riches en documentation et en références bibliographiques, en tableaux et en analyses sociologiquement inspirées; nous trouvons aussi une histoire conforme aux exigences actuelles de cette discipline. Ainsi, les acteurs principaux de l'histoire franco-ontarienne ne sont pas uniquement les élites, autorités publiques et dirigeants socioculturels, mais aussi la population avec ses perceptions, ses opinions et ses expériences; la trame ne se constitue pas d'une série de petits drames isolés, mais plutôt du vécu d'hommes et de femmes dans leurs situations locales et faisant face aux stratégies régionales et provinciales; l'identité n'est pas une catégorie essentialiste et statique mais bien un processus dynamique s'élaborant à partir de contextes structurels, culturels et politiques changeants; et enfin, les «idées reçues» et les images traditionnellement véhiculées concernant les changements démographiques, culturels et économiques observés chez les populations franco-ontariennes sont régulièrement mises en question et réévaluées.

Le livre de Gaffield débute avec la période ryersonnienne (1840-1876) marquée initialement par une certaine tolérance envers les écoles francophones et bilingues. Cette tolérance est inspirée du concept «d'assimilation volontaire» selon lequel les francophones, entourés d'une majorité anglophone, s'angliciseraient et s'intégreraient d'eux-mêmes au contact des instituteurs et des institutions anglaises. Ainsi se ferait sans coercition et sans mécontentement le processus naturel de «révolution sociale». Cette tolérance se voit cependant graduellement remise en question puis oblitérée par certaines observations colorées des pires craintes «d'une invasion» et même d'une «prise de pouvoir politique des francophones au niveau de la politique locale»: loin de s'intégrer, les colons venus du Québec étaient en train de modifier le caractère de l'Ontario en y important leur «culture étrangère» et leurs «curieuses institutions»; de plus, «les demandes continues en faveur des écoles

de langue française reflétaient un degré de stabilité culturelle qu'on n'avait pas prévu et qui faisait peur à ceux qui considéraient l'Ontario comme le bastion du Canada anglais et, en fait, du nouveau Dominion» (p. 222)... Pour qui s'intéresse aux mouvements migratoires des colons québécois et à l'examen plus précis de cette invasion dite «silencieuse», aux stratégies familiales et aux modèles de colonisation de l'Ontario français, aux tiraillements, complications et contradictions entourant les politiques linguistiques et scolaires, au rôle de l'Église catholique et de ses prélats, aux discours, conflits culturels et stratégies locales et régionales dans ces domaines, le reste du livre est extrêmement informatif, riche en analyses et en documentation. On éprouve souvent la même fascination qu'à la lecture d'un roman épique. Bien que l'analyse socioculturelle des conflits vécus par ces communautés situées «au point de jonction géographique des Canadas anglais et français» se termine vers la fin du XIX^e siècle, on repère ici toutes les composantes du contexte démographique, idéologique et politique qui a précédé l'adoption du fameux règlement XVII en 1912 pour tout l'Ontario.

Selon Gaffield, un des éléments clés qui ressort de cet épisode local de l'histoire franco-ontarienne est la naissance, dans les années 1880, de l'identité franco-ontarienne: identité double, en tant que francophones, descendants et membres de la société élargie des Canadiens français originaires du Québec et en tant que francophones, résidents minoritaires d'une province de langue anglaise. Ils se distinguaient donc à la fois des anglophones mais aussi, déjà, de leurs homologues du Québec.

On perçoit, dans *Les Franco-Ontariens*, le même désir de remonter aux origines de cette identité particulière et commune. Même si les Franco-Ontariens se sont largement dispersés à travers l'Ontario, nous dit-on, leur personnalité distincte s'affirme de plus en plus dans de nombreux domaines. Ce qu'on veut démontrer ici, c'est l'apparition, dans leur contexte historique, des traits distinctifs de l'existence économique, sociale et culturelle de cette communauté. En fait, ce qu'on nous révèle, ce sont les Franco-Ontariens comme «membres fondateurs de la province». Dans un premier texte, Cornelius J. Jaenen retourne aux premières explorations françaises dans les pays d'en haut, aux exploits des missionnaires, à l'expansion dans l'arrière-pays, au commerce des fourrures et à l'impact de la conquête (1611-1821). Gaetan GERVAIS poursuit l'historique avec la période de colonisation en décrivant l'expansion et la dispersion de cette communauté en un archipel francophone regroupé autour de paroisses et muni d'institutions, permettant à la conscience de faire partie du Canada-français, qu'on pourrait appeler identité, de se développer et de se maintenir (1818-1910). Même le «déjà vu» et «déjà connu» nous paraît richement argumenté, développé, nouveau. Et lorsqu'on croyait tout savoir, un texte solide et souvent provocateur de Fernand OUELLET aborde le sujet sous un angle inattendu. Adoptant une perspective économique et sociale, il remet en question le réductionnisme inséré dans l'image stéréotypée du Franco-Ontarien colon défricheur, travailleur forestier perdu aux confins nordiques du territoire ou simple manœuvre, victime de préjugés et d'abus de pouvoir de la majorité anglophone protestante et même catholique. Son but est de «qualifier» ce retard dont on a tant parlé à l'endroit des populations francophones de l'Ontario. Examinant l'expérience urbaine des Franco-Ontariens, il conclut qu'il «paraît difficile de donner raison aux classes dirigeantes francophones, toujours disposées à projeter une vision rurale et agriculturiste de leur communauté, et aux intellectuels qui prétendirent que les Franco-Ontariens marquèrent une forte originalité en conservant leur double caractère paysan et campagnard jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale» (p. 146). Selon lui, un simple calcul des taux d'urbanisation démontre, au contraire, que les Franco-Ontariens et, à plus forte raison ceux du sud-ouest

et du centre avaient, depuis le XIX^e siècle, de plus en plus vécu en des lieux où prédominaient les activités industrielles, à tel point qu'en 1971 la transition vers la société industrielle était pour eux comme pour les autres Ontariens un fait accompli.

Robert CHOQUETTE se fait aussi provocateur en annonçant en introduction de son texte que «l'histoire de l'Église de l'Ontario français est celle d'une Église réussie» (p. 202). Pierre SAVARD continue dans la même veine en examinant les relations entre les Franco-Ontariens et le Québec d'hier à aujourd'hui : deux modes d'être francophones au Canada, marqués de maintes similitudes mais aussi de sérieuses divergences et incompréhensions réciproques. Tout bon Franco-Ontarien ou toute bonne Franco-Ontarienne, même d'origine québécoise, ne pourra réprimer un petit pincement systolique à la description de jeunes Franco-Ontariens se faisant huer en prenant part à un défilé de représentants de plusieurs pays francophones dans les rues de Québec à l'occasion de la «Superfrancofête» de 1974, parce qu'ils arboraient le drapeau canadien.

Nous poursuivons notre glissement graduel vers l'époque contemporaine avec une analyse sociologique intrigante et perspicace où Danielle JUTEAU et Lise SÉGUIN-KIMPTON tentent de saisir le parcours de la collectivité franco-ontarienne. Elles le font sous l'angle bien précis de la reconstruction d'espaces, symbolique et politique, structurés à la suite de la dissolution du Canada français en tant que pôle institutionnel. Utilisant un langage différent, Fernand CARRIÈRE examine sensiblement la même période (1960-1985) avec une analyse de la métamorphose de la communauté franco-ontarienne : une communauté en voie de s'affirmer, dit-il, après avoir acquis son droit à l'existence ; une communauté qui «de toute évidence» n'a pas choisi l'option dite «assimilatrice» mais qui, vivant le «choc d'une crise de civilisation», doit réévaluer ses stratégies de réponses. Il nous décrit une communauté qui, pas à pas, module par module, pièce par pièce, poursuit la construction de son édifice institutionnel et il conclut d'une façon, sans doute un peu trop optimiste, que la communauté franco-ontarienne est désormais plus profondément enracinée sur son territoire d'adoption que ne l'a jamais été la forêt que nos ancêtres ont défrichée pour s'y établir (p. 335). Ici, comme partout dans ce livre, le fait qu'il y ait une «communauté franco-ontarienne» de même qu'une «identité commune» n'est jamais remis en question. Faiblesse ? ou plutôt choix logique et conséquent, étant donné la nature historique d'un projet qui ne fait qu'effleurer les turbulences transculturelles de la société contemporaine et, pourquoi ne pas le dire, postmoderne ?

Pour couronner le tout et littéralement finir en beauté, René DIONNE nous offre une esquisse historique (1610-1987) de la littérature franco-ontarienne, en plusieurs époques : 1) les origines françaises (1610-1760) ; 2) les origines franco-ontariennes (1760-1865) ; 3) la littérature des fonctionnaires (1865-1910) ; 4) l'affirmation de l'identité collective (1910-1927) ; 5) les tenants de la langue et de la culture (1928-1959) ; 6) la littérature des universitaires (1960-1972) et 7) la littérature contemporaine (depuis 1973). Nous découvrons dans ce texte et les 444 notes qui l'accompagnent un patrimoine riche, méconnu et sous-estimé. Une fois remis de notre surprise, il subsiste un sentiment de respect et d'admiration non seulement pour les littéraires franco-ontariens dont les œuvres sont recensées, mais pour René Dionne qui a fait un travail unique et remarquable.

Voilà donc, pour ceux et celles qui s'intéressent aux francophonies minoritaires et à la question d'identité dans un contexte historique et longitudinal, deux livres riches en documentation historique et en fascinantes cogitations. Mentionnons aussi que les notes en fin

de chapitres sont dignes d'une lecture attentive. Munis d'index soignés, ces livres sont d'excellentes sources d'information. Il va donc sans dire que tous deux, publiés aux Presses de l'Université d'Ottawa, constituent une importante contribution à un domaine de recherche où se marient très bien histoire et sociologie.

Françoise BOUDREAU

*Département de sociologie,
Université York à Glendon.*

Myriam SIMARD, *L'enseignement privé : 30 ans de débats*, Montréal, Les Éditions Thémis et l'Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 263 p.

La saga de l'enseignement privé au Québec depuis la Révolution tranquille est révélatrice de l'évolution des idéologies et des forces politiques. Dans la foulée du rapport de la Commission Parent de la création du ministère de l'Éducation en 1964, il était inévitable qu'il y ait une levée de boucliers entre les forces traditionnelles de production et de consommation de l'enseignement privé et le nouvel État technobureaucratique.

Dans une opération typique de l'époque, le gouvernement unioniste a soumis un projet de loi en 1967 à un comité composé uniquement de représentants du secteur privé, mais conseillé par un groupe de hauts fonctionnaires. Les fonctionnaires avaient à cœur la protection des élèves, l'intégrité du nouveau système scolaire mis en place au Québec et le contrôle des écoles privées. Celles-ci valorisaient la liberté des parents et le droit à la différence. Il en est sorti un projet de loi de compromis, qui prévoyait des subventions de 80 % du coût moyen par élève dans le secteur public à des institutions « déclarées d'intérêt public », et un régime moindre pour celles « reconnues pour fins de subvention ».

Ce projet de loi fut adopté virtuellement à l'unanimité par l'Assemblée législative, un seul député ayant voté contre (redoutant le « socialisme d'État » en matière d'éducation). C'est donc dire que la classe politique trouvait dans la loi un compromis acceptable entre la tradition et le nouvel État rationnel. Seulement, voilà qu'au moment de l'adoption des règlements sous l'empire de la loi, les représentants du secteur privé apprennent avec stupeur que, malgré un engagement formel du ministre de l'Éducation, les subventions ne couvriront pas les dépenses d'immobilisation et que les secteurs primaire et préscolaire seront exclus. Ainsi s'installe une longue période de méfiance entre les institutions du secteur privé, représentées au sein de la Commission consultative de l'enseignement privé, et les fonctionnaires du ministère.

Lorsque le Parti québécois prend le pouvoir en 1976, les conditions sont réunies pour la réouverture du débat, car le programme du parti n'avait d'yeux que pour le secteur public. Cependant, le gouvernement péquiste était divisé sur la question, de sorte qu'il soumettait celle-ci à l'étude. Pendant ce temps, le ministre de l'Éducation décrète un moratoire sur la création d'écoles « déclarées d'intérêt public » et le gel des effectifs scolaires. Contre cette politique, les représentants de l'école privée ont recueilli plus de 546 000 signatures, mais elle ne sera définitivement abandonnée que lorsque la Cour d'appel la déclare illégale en 1983, parce que non conforme à la Loi sur l'enseignement privé.